

	<p>Déclaration liminaire FSU et CGT Educ'action</p> <p>CTA du 10 octobre 2022</p> <p>Académie de Poitiers</p>
---	--

Madame la Rectrice
Mesdames et Messieurs les membres de ce CTA

A celles et ceux qui auraient pu croire à un changement de gouvernance entre les deux quinquennats du Président Macron, la blessure du démenti doit être rude.

Toujours la même verticalité dans l'exercice du pouvoir en effet, au point de rendre inaudible la parole du Ministre de l'Education nationale, lequel s'est trop vite empressé de suivre les pas de son prédécesseur, pourtant si décrié par nos professions. Qu'on en juge à l'entêtement irresponsable à maintenir les épreuves de spécialités du bac en mars ; qu'on en juge à la répression syndicale qui s'exerce à l'encontre de militant.es qui reçoivent ici notre soutien.

Toujours la même logique de destruction du service public d'éducation, le même renoncement à une ambition dans la formation pour tous les élèves, si l'on en juge au projet de réforme de la voie professionnelle, à la demi-journée « Avenir » prévue pour les classes de 5ième, et même à la carte des formations professionnelles que vous nous proposez ici.

Le même dogme est à l'œuvre partout : l'entreprise peut faire mieux que l'école que l'on a condamnée à des budgets insuffisants depuis des années.

Cette vision à court terme et de mise en adéquation de la formation avec les intérêts du patronat va encore pénaliser les enfants les plus fragiles, les plus démunis, alors que l'école doit garantir l'émancipation de toutes et tous. Le détournement des noms et des valeurs est devenu la marque de fabrique de ce gouvernement : après le détournement du sigle CNR, que reste-t-il ici du projet républicain des grands fondateurs de l'Ecole ?

L'on voudrait nous faire croire aujourd'hui que des débats, des concertations dans les écoles et établissements pourraient nous sortir de l'impasse ?

Que quelques millions distribués pour des projets dont un jury académique aura à juger pourront nous sortir de l'impasse ?

Que ne voyez vous pas que c'est de cette logique du local, de cette logique de concurrence dont notre Ecole souffre aujourd'hui !

Le double discours est inacceptable lorsqu'il s'agit de rémunération des personnels. Parce qu'à ce jour en effet, le cadre budgétaire reste trop contraint pour obtenir une revalorisation d'ampleur.

Si l'idée est aujourd'hui admise qu'il faut impérativement revaloriser et de manière conséquente les salaires, le gouvernement ne cesse d'entretenir le flou sur le calendrier, les modalités de cette revalorisation. Le budget prévu en 2023 montre assez que le compte n'y est pas, même pour assurer la promesse des 10 % de revalorisation pour toutes et tous, sans contrepartie.

Parce que pour le reste des 20 %, de contrepartie, de « pacte » nous n'en voulons pas ! Cela reviendrait à faire travailler plus encore des personnels dont toutes les enquêtes montrent la lourdeur de leur charge de travail. Il ne s'agira pas seulement d'ailleurs de revaloriser les débuts de carrière avec l'espoir d'enrayer une crise devenue endémique du recrutement. Il s'agit bien aujourd'hui de décider urgemment de l'augmentation significative du salaire de tou·tes les enseignant.es, et de tous les personnels.

La FSU et la CGT Educ'action exigent un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, une revalorisation d'ampleur à même de faire face au déclasserment salarial de nos professions et à des situations de grande précarité (notamment celles des AED et des AESH), une augmentation des salaires et des mesures de carrière sans contreparties pour tous les personnels, en début, milieu et fin de carrière, des mesures pour lutter contre les inégalités salariales femmes/hommes. Parce qu'à cette rentrée, ce n'est pas seulement d'enseignant.es que l'on manque ; on manque d'AESH, d'infirmières scolaires, d'assistantes sociales, de toutes les catégories de personnels qui assurent le service public avec détermination.

En cette période de dégradation du pouvoir d'achat, nous demandons l'accélération des remboursements des frais liés aux déplacements engagés par les personnels pour assurer leurs missions de service public, des stagiaires en particulier, déjà bien malmené.es par le cadre de la formation.

Jamais avant cette année, au moment de la rentrée, il n'a tant été question d'école,

- pour dire la pénurie d'enseignant.es, de tous les personnels

- pour dire l'échec patent de Parcoursup qui laisse au bord du chemin des milliers d'étudiant.es.

Les chiffres que l'on peut lire dans les documents fournis n'ont rien de significatif car ce n'est pas parce qu'un élève a obtenu la formation qu'il avait classée en vœu 12 par ex qu'il est satisfait ; cette formation il s'apprête peut-être déjà à la quitter à cette heure. Parce que nous le savons toutes et tous, par peur de rester sans affectation, les lycéen·nes multiplient les vœux sans toujours vraiment les vouloir.

- pour dire l'échec de la réforme du lycée qui poursuit son œuvre de fragilisation de la culture scientifique, chez les filles en particulier, qui orchestre des flux d'orientation non choisis et hors de contrôle vers la voie STMG ;

- pour pointer du doigt le recul dans la maîtrise des compétences par les élèves français qu'une logique d'austérité a privés depuis trop longtemps des moyens nécessaires à l'acquisition et la consolidation des savoirs.

Madame la Rectrice, sachez qu'à ce sinistre bilan, nous ne saurions nous résoudre et que nous poursuivrons le combat :

- dans la continuité de la journée du 29 septembre dernier, pour exiger un plan de programmation pluriannuel, une revalorisation par des mesures indiciaires, des mesures pour toutes et tous et en particulier pour les AED et les AESH qui exercent en dehors de l'Education prioritaire, mais aussi pour l'ensemble des personnels qui concourent au service public d'éducation (administratifs·ves, infirmières, assistantes sociales, personnels de direction et d'inspection, etc.) ;

- pour exiger l'abandon d'une énième réforme de la voie professionnelle qui saborderait la formation d'un tiers de la jeunesse ; la lutte commence avec la journée intersyndicale du 18 octobre prochain et jusqu'au retrait de ce projet de réforme ;

- pour exiger un autre calendrier du bac, un retour à des épreuves terminales anonymes en juin, et la fin du contrôle continu, pour exiger une autre réforme du lycée général et technologique ;

- pour assurer la participation du plus grand nombre de personnels aux élections professionnelles de décembre prochain : parce que plus que jamais les personnels ont besoin de représentant.es qui veillent à leurs droits, exigent le respect de leur expertise et de leur métier.

Le projet d'école de la FSU et la CGT Educ'action n'est pas celui proposé par M. Macron : il est celui d'une école émancipatrice pour l'égalité sociale et territoriale de tous les jeunes, une école de la République.